



## Editorial : La Chine prépare l'avenir

### Sommaire N° 18 (2018)

du 7 au 13 mai 2018

#### Editorial

La Chine prépare l'avenir

#### Défense

La mer est chaude

#### Société

Une époque du contrôle-roi

#### Monde de l'entreprise

HNA souffle ses 25 bougies dans la  
tourmente

#### Economie

Chine-USA : La première salve

#### Petit Peuple

Mudanjiang (Heilongjiang) - Un amant  
téléphonique

#### Rendez-vous

Semaine du 7 au 13 mai 2018

Le 2 mai, pour la première fois en 11 ans, un Conseiller d'Etat et ministre chinois des Affaires étrangères **Wang Yi** atterrissait à Pyongyang (**Corée du Nord**). C'était pour s'assurer que la Chine serait bien présente aux négociations de paix. Le 27 avril, **Kim Jong-un**, le leader du Nord avait semé le doute en prédisant avec son homologue sudiste **Moon Jae-in** la tenue d'un sommet « *tri- ou quadripartite* », entre les deux Corées avec les Etats-Unis, mais sans la Chine.

En fait, selon Zhang Liangui, expert des affaires coréennes à l'Ecole du Parti, ce résultat inacceptable pour Pékin, était la conséquence de sa propre position politique : jusqu'à mi-2017, refusant de se laisser entraîner dans l'escalade de tension, la Chine affectait de voir dans ce conflit une affaire exclusivement américaine et nord-coréenne...

Manque de chance, chacune des deux Corées s'était récemment retrouvée en froid avec la Chine. Raison de plus pour souhaiter à présent se retrouver dans la plus grande intimité possible, pour œuvrer à leur rapprochement. Mais pour la Chine, il n'était pas question de se laisser isoler. Wang Yi venait réclamer la présence chinoise dans des négociations « quadripartites », dès les 1ers jours -et non après que Trump et les deux Corées aient tout réglé d'avance. Il insistait aussi pour qu'une fois lancé le démantèlement de l'arsenal nucléaire nordiste, des inspecteurs chinois figurent parmi les experts chargés de vérifier sa disparition « irréversible ». Wang Yi n'a eu nul souci à se faire entendre : à peine ses entretiens entamés à Pyongyang avec son homologue local **Ri Yong-ho**, qu'un porte-parole affirmait depuis Pékin que « *la Chine jouerait un rôle dans l'établissement de la paix sur la péninsule coréenne* ».

On devine la pression sur le petit pays stalinien. En effet, tant que Kim maintenait sa course solitaire à la bombe, les relations ne pouvaient être que tendues avec **Xi Jinping**. Mais depuis que Kim a décidé de s'ouvrir au monde, la réconciliation avec la Chine, le pays le

plus riche et influent d'Asie, est incontournable ! Aussi durant deux jours, les débats se poursuivaient intenses, en vue de relance des échanges frontaliers gelés depuis décembre conformément aux sanctions de l'ONU. La Chine ne va pas renoncer à sa part du marché de la reconstruction nord-coréenne, et son influence sur la région. D'ailleurs, dans la ville frontalière de **Dandong**, les prix de l'immobilier explosent déjà !

\*\*\*\*\*

Une autre manière pour la Chine, bien différente, de préparer son avenir, concerne l'**intelligence artificielle**. Pékin est déterminée à rattraper son retard sur les USA : dès novembre 2017, le Conseil d'Etat programmatif l'enseignement de l'IA dans les écoles. Dès avril sortait le premier manuel « *Fondamentaux de l'IA* » d'un certain Tang Xiaouou, fondateur de **SenseTime**, la startup à 3 milliards de \$ (dont **Alibaba** est actionnaire) et professeur d'ingénierie à la **Chinese University** de Hong Kong, en lien avec l'université Normale de Chine de l'Est.

Destiné aux jeunes lycéens, l'ouvrage dévoile les technologies de design de capteurs intégrés à toutes sortes d'équipements : domotique, aviation, automobiles et machines industrielles, qui leur permet d'intégrer de l'expérience, de modifier leur comportement et de raisonner, selon des schémas dérivés de l'intelligence humaine. **Zhou Ming**, vice-directeur de l'éducation au ministère des technologies de l'industrie et de l'information (MIIT), évalue à 5 millions le nombre de professionnels nécessaires en Chine d'ici quelques années. Quant au marché mondial de l'IA, d'après le Centre de recherche **Gartner**, il atteindrait 3900 milliards de \$ dès 2022... Pour commencer, le manuel sera étudié dans 40 établissements entre Canton, Pékin et Shanghai. Le plan est de l'étendre d'ici 5 ans à toutes les provinces. Les parents, en attendant, ont compris l'enjeu sans retard. Dès les premières semaines, l'édition était épuisée.

## Défense : La mer est chaude



Après quelques mois d'accalmie, les nouvelles recommencent à fuser en mer de **Chine du Sud**, à commencer par les **Philippines**, où le Président **R. Duterte**, dans ce style fantasque qui lui est propre, multiplie les gestes contradictoires et inquiétants.

À peine au pouvoir en mai 2016, le nouveau Président Philippin renversait un équilibre vieux de décennies, dénonçant l'alliance des Etats-Unis pour embrasser celle chinoise. En juillet 2016 tombait le verdict du **tribunal international de La Haye**, sur la plainte de son prédécesseur **B. Aquino** contre l'occupation chinoise d'atolls au large de ses côtes. Alors, Duterte mettait le verdict au placard, obtenant en échange plusieurs chantiers d'infrastructures chinois pour 20 milliards de \$. Or voilà que le 27 avril à Singapour, Duterte rassurait le 1er ministre vietnamien **Nguyen Xhan Phuc** que loin d'avoir abandonné cette victoire juridique majeure, il se réservait de ressortir le jugement « *au moment opportun* », et d'exiger un règlement intégral du litige, dans le cadre de la **Convention de l'ONU du droit de la mer**. Si c'était le cas, trois années passées sans défendre les droits maritimes de son pays, prendraient alors fin.

Mais est-ce bien le cas ? Il se trouve que le 26 avril à Davao, ville sudiste dont il est l'ancien maire, Duterte annonçait avoir proposé à « *son ami le Président Xi* » un partage à « *60-40* » des ressources futures en hydrocarbures au large des Philippines, dans ces eaux en cours d'appropriation par la Chine depuis 2012. Le leader philippin abandonne donc à l'avance 40% du gaz et du pétrole, dont son pays pauvre a désespérément besoin. Il justifie ce cadeau par l'impossibilité pour sa marine nationale

d'affronter une flotte de l'APL supérieure en nombre d'unités et en canons. Patriote, Duterte veut « *épargner un massacre à ses marins philippins* ».

La Chine de son côté, n'a pas attendu ce signal pour commencer les recherches—dans ses propres eaux. À l'Ouest du delta de la rivière des Perles, du 27 au 29 avril, deux sous-marins drones de dernière génération ont été envoyés dans la fosse dite « *de l'hippocampe au courant froid* ». Equipés de détecteurs et foreuses, de sonars et scanners, ils prélevèrent des échantillons d'hydrates de méthane, autrement appelés « **glaces inflammables** ». Une ressource en suspension dans les fonds marins, découverte en 2015 à l'occasion d'une plongée précédente. Dans le même temps le submersible **Shenhai Yongshi** (cf photo), habité celui-là, dressait la carte du relief de la zone. Cette exploration prélude à une possible exploitation future de cette nouvelle énergie. Surtout, elle annonce la mise au point à étapes forcées d'un parc d'instruments et d'un savoir-faire scientifiques dont les pays voisins ne disposent pas. Ainsi, la Chine s'assurerait la maîtrise des hydrocarbures de ces étendues maritimes.

Dans cette perspective, il n'est pas étonnant de voir la Chine faire passer la **carte** des eaux qu'elle revendique en mer de Chine du Sud, d'un tracé discontinu (de **neuf « pointillés »**) à une **ligne continue**, empochant ainsi 80% des eaux et l'essentiel des « zones d'exploitation exclusives » que la Convention du droit de la mer reconnaissait aux 5 autres pays riverains. Elle affirme comme chinois notamment, l'archipel des Paracels, celui des Spratley et divers atolls tels le James Shoal et le Scarborough Shoal. Encore inofficielle, la nouvelle carte est l'œuvre de l'Institut géodésique et géomatique de l'Université de Wuhan. Ses auteurs invoquent une « *preuve historique* » d'une carte présentant la même frontière maritime dès 1951. L'objectif, d'après les chercheurs de Wuhan, serait en partie l'étude « *de la science naturelle* », le désir d'« *étayer les revendications chinoises* », et un « *possible changement à venir de politique nationale sur ces zones*

*contestées* ».

Parallèlement à cette approche académique, la chaîne américaine CNBC, citant des sources militaires, constate une initiative purement militaire. Au cours des 30 derniers jours, des rampes de missiles terre-mer et terre-air de longue portée auraient été installées sous des hangars en dur, sur trois des sept îlots occupés par la Chine—Fiery Cross, Subi et Mischief Reef. Sous réserve de vérification, il s'agit là d'un pas de plus dans la **militarisation** de ces îles, et une première dans l'histoire de la région. Un tel déploiement, s'il a eu lieu, interviendrait quelques semaines après la visite dans ces eaux de deux porte-avions américains, suivi autour de Hainan du plus grand déploiement naval militaire chinois dans l'histoire du régime.

Par le passé, la Chine déclarait qu'elle n'armerait pas ces îles, mais qu'elle avait le droit de les défendre, en tant que partie intégrante de son territoire souverain. Les Etats-Unis avertissent, sans détails, que cet armement des îles ne restera pas sans conséquences.

Cette énergie déployée en mer par la Chine crée bien sûr des remous à travers la grande région : Inde, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Australie et Etats-Unis accélèrent leurs efforts de modernisation de leurs marines et de leurs systèmes de défense anti-missile.

Fait rarissime, **Emmanuel Macron** en visite en Australie le 2 mai, déclare que France, Australie et Inde ont une « *responsabilité particulière à protéger la région Asie-Pacifique de toute hégémonie* », sans précision. Ceci semble une réaction à la pénétration chinoise dans l'océan Pacifique—à la rumeur récente d'un projet d'installation de base spatiale chinoise au Vanuatu, à 500 km de la Nouvelle Calédonie... Vanuatu, fait partie d'une constellation de micro-Etats insulaires auxquels la Chine, selon l'Institut australien Lowly, aurait prêté ou donné 1,78 milliard de \$ de 2006 à 2016, créant ainsi une relation d'amicalité allégeance. La rumeur d'installation d'une base chinoise sur Vanuatu a bientôt été démentie—mais la nervosité demeure.

# Société : Une époque du contrôle-roi



Au 1er mai à Pékin, fête des travailleurs, « une atmosphère obscure enveloppe la ville » (Charles Baudelaire), loin de la gaieté écarlate de la tradition ouvrière. Le Président **Xi Jinping** ne manquait d'ailleurs pas de répéter que « le bonheur ne peut être atteint que par le dur labeur ».

C'était l'occasion pour la presse étrangère de se pencher sur son époque, et d'en tirer un constat guère plus rassurant. Des revues de haut niveau telles le **Nanfang Zhoumou**, très respectées cinq ans en arrière et références de la classe intellectuelle, ont disparu, ou ne sont plus que l'ombre d'elles mêmes, faute d'avoir conservé leur journalisme d'investigation. « L'oppression d'Etat, constate le **New York Times**, a décimé la société civile et annihilé les années de progrès social, faisant peser un nuage noir sur l'âme publique ».

Une période où le contrôle est roi, sans cesse réaffirmé par le Président Xi. Comme lors du 4ème anniversaire de la **Commission de Sécurité Nationale** le 17 avril, où le chef de l'Etat exprima sa satisfaction vis-à-vis de ce mystérieux organe créé par lui-même en novembre 2013. Dans son discours d'ouverture, Xi félicita l'organe pour avoir « repris la main » sur la campagne sécuritaire en cours, à l'évidence la plus haute priorité de l'Etat, et d'avoir « résolu en quatre ans de nombreux problèmes en souffrance ».

À son actif figurent la loi de lutte antiterroriste, et la loi de sécurité nationale de 2015 et l'intégration des contrôles financiers, la surveillance accrue sur Hong Kong et Macao, et le contrôle accru sur l'activité idéologique. On peut également lui imputer la relance des campagnes d'incitation à dénonciation - [la dernière, contre les étrangers, est en cours de déploiement](#).

Autre succès de la Commission de Sécurité nationale, la loi des **ONG** s'applique depuis janvier 2017. Seize mois plus tard, un premier bilan devient possible sur la reconnaissance statutaire des ONG internationales. Environ 350 ONG de ce type ont été enregistrées, telles **Oxfam** (caritative), **WWF** (environnement) **Handicap International** ou **Save the Children** (soutien social), **Bill & Melinda Gates** ou **Ford** (fondations). Une fois légalisées, ces ONG doivent soumettre périodiquement à la police pour approbation, leurs « agendas », ce qui permet à l'autorité de faire pression à l'avance afin de faire concorder plus précisément leurs activités avec les plans de l'Etat.

Au moins quatre ONG établies de longue date, ont vu rejeter leur enregistrement, même temporaire : celles qui assistaient la formation des avocats, la protection de la femme ou sensibilisaient aux droits des homosexuels LGBT. Une fois privées de statut légal, des bureaux ne sont pas expulsés—mais vivent dans la précarité, sous la suggestion implicite de quitter « volontairement » le pays. Lors d'un débat le 3 mai (Journée mondiale de la presse) sous l'égide des ambassades de l'Union Européenne et de France, trois ONG chinoises l'affirmaient : « peu importe qu'on obtienne ou non l'agrément—le tout est de ne pas baisser les bras. Les moyens de survivre, on les trouve toujours, en ce pays ».

Puis le 21 avril, Xi Jinping confirma l'autre priorité du moment, le **contrôle de l'internet** : « sans la sécurité de la toile, il ne peut y avoir de sécurité nationale, ni de stabilité économique et sociale. Assurer les intérêts des masses au sens large, devient également problématique ». La remarque arrive après une conférence sur la **cybersécurité** et une campagne pour renforcer la discipline parmi producteurs et distributeurs de contenus.

Deux jours après, lors d'une réunion d'étude du **Politburo**, un **Xi Jinping** très inspiré donnait l'ordre aux 87 millions de membres du **Parti** de (re-)lire le **Manifeste Communiste**, texte de 1848 par Karl Marx et Friedrich Engels, fondateur de la dictature du prolétariat. Exaltant le PCC comme « fidèle successeur de l'esprit » du pamphlet, Xi conseilla aux

« grandes masses des membres du Parti, des cadres, surtout des cadres supérieurs, de l'étudier bien et de l'appliquer bien »... afin de « développer la capacité à recourir aux principes marxistes pour résoudre les problèmes de la Chine d'aujourd'hui ».

D'aucuns pourraient pourtant objecter que cette Chine de 2018, avec ses centaines de milliardaires en \$, ses startups et ses venture-capitalistes, n'a plus grand-chose à voir avec une société communiste telle que décrite par le Manifeste ou le Capital. **Chen Xi** lui-même, chef du Département de l'Organisation, déplorait en 2017 que tant de cadres, ayant « perdu foi en Marx et Lénine, croient en des Dieux et des Esprits ». Il faut espérer que cette lecture proposée du Manifeste, permette au mouvement de masse de retrouver la bonne ferveur et la croyance juste.

Certes, en même temps, une tentaculaire campagne de lutte contre la **corruption** s'est déployée, gagnant quelques batailles contre la concussion. Mais elle a aussi emporté la liberté, réelle à l'époque, d'enquêter sur les affaires en cours, de présenter des reportages fidèles aux faits - moyennant quelques accommodements avec les règles, la rhétorique, l'esthétique officielle.

Mais le prix à payer pour cette remise au pas, est lourd. Il est de ce que l'analyste londonien **Kerry Brown** appelle « une uniformité contrôlante et contrôlée », l'inacceptabilité de se démarquer d'une ligne médiane, le dessèchement de l'inspiration créatrice, de l'esprit critique.

Mais quelle finalité à cette tendance tous azimuts au resserrement des contrôles ? Entre autres influences, K. Brown croit y reconnaître le rappel de millénaires de turbulence, de renversement de dynasties, d'implosion, une tradition de prudence administrative par temps de turbulence sociale. Il y voit un ordre moins destiné à promouvoir une vision audacieuse d'un avenir différent et meilleur, qu'à éviter le déclenchement d'événements négatifs. La peur n'est pas loin, selon ce penseur. La question de fond, ajoute-t-il, est celle de l'adéquation d'un programme conservateur, aux besoins de ce monde, et celle de sa capacité à unifier les esprits...

# Monde de l'entreprise : HNA souffle ses 25 bougies dans la tourmente



Pour son 25ème anniversaire (30 avril), HNA, figure de proue économique (30.000 salariés) de l'île méridionale de Hainan, aux 236 milliards de \$ d'actifs, tente de s'arracher au maelstrom qui l'aspire, victime d'un modèle commercial qui l'a fait s'endetter à travers le monde. Rien qu'entre 2016 et 2017, HNA a investi 50 milliards de \$ en achats glorieux mais sans profits à court terme. Fin 2016, HNA se retrouva soudain coincé « au milieu du gué » par un ban sur les investissements extérieurs et la fermeture du robinet du crédit. Le coût de ses emprunts s'envola de 60% - une hausse vertigineuse que HNA ne pouvait plus assumer. Durant l'été 2017, le

magnat transfuge **Guo Wengui**, mettait de l'huile sur le feu en affirmant que de très hauts cadres du régime chinois auraient tiré profit de fraudes au sein de HNA...

En ces conditions, la solution trouvée fut identique à celle de **Wanda**, autre groupe privé, pris dans la même tourmente : vendre au plus vite. Après avoir cédé ses trois parcelles de terrain sur l'ancien aéroport **Kai Tak** de **Hong Kong** début mars, HNA veut liquider d'ici juillet 16 milliards de \$ d'actifs, dont ses parts **Hilton** (pour 6,5 milliards), et réduit ses parts chez **Deutsche Bank** de 10% à 8,8% puis à 7,9%.

D'autres acquisitions, qu'HNA ne pouvait en tout état de cause probablement plus s'offrir, se trouvent alors bloquées : fin décembre 2017, c'était le rachat d'une branche de la banque néo-zélandaise **ANZ** pour 660 millions de \$, qui était bloqué sur veto des autorités locales. Plus récemment, le 2 mai, c'était l'achat de **Skybridge Capital** (New York) pour 200 millions de \$, qui était remis *sine die*.

Dans une tentative de contourner l'actuel « mur d'argent » des banques chinoises, HNA ouvrait fin février deux fonds offshore à 8 à 10% par an, de 3 milliards de \$ au total, pour investir dans des projets **BRI** (Belt & Road Initiative). Un objectif que l'Etat ne peut contester, et qui pourrait signifier la gratitude d'HNA envers l'Etat [qui vient d'élever "son" île au statut de zone franche](#). Le groupe veut en profiter pour se relancer, **Hainan Airlines** créant 40 liaisons aériennes directes vers les quatre aéroports insulaires : Haikou, Danzhou, Boao et Sanya. Devant atteindre une capacité de 38 millions de passagers d'ici 2025, HNA espère voir Sanya s'imposer comme **hub international**, et une porte mondiale vers le Japon et la Corée.

On l'aura deviné : tous ces projets montrent en filigrane une relation complexe entre ce groupe régional et l'Etat. HNA va se recentrer sur ses métiers de base, transport et tourisme, et Pékin de son côté, aura à cœur de ne pas permettre le naufrage de cet outil privé, mais néanmoins au bel avenir potentiel.

## Economie : Chine-USA : La première salve



Les 3 et 4 mai à Pékin, le vice 1er ministre **Liu He** et son équipe affrontaient sept pointures de l'économie américaine, dont le Secrétaire au Trésor **S. Mnuchin** et P. Navarro et L. Kudlow, les conseillers de la Maison Blanche. Ils arrivaient avec une longue liste de demandes pour « rééquilibrer la relation commerciale ». Si acceptées, ce serait une rupture, un changement de paradigme à 40 ans d'échanges entre Chine et le reste du monde.

Exigeant le recul du déficit commercial, Washington attend que la Chine gonfle

ses commandes made in USA de 200 milliards de \$ avant 2020. La Chine devrait éliminer ses subventions aux industries du plan **Made in China 2025** « menant à des excédents », et stopper « l'encouragement de l'espionnage industriel par le hacking ». Elle devrait renoncer à toute pression sur les firmes américaines sur son sol pour obtenir leurs secrets technologiques. Elle devrait baisser tout tarif douanier en tout secteur « non critique » à un niveau « non supérieur » à ceux des douanes américaines. Il lui faudrait également retirer ses plaintes à l'OMC contre les rétorsions commerciales américaines, et promettre de ne pas émettre de contre-rétorsions. Si la Chine rejetait l'un ou l'autre terme de cet ultimatum, elle s'exposerait à des hausses douanières sur le marché américain, pour un total pouvant atteindre 150 milliards de \$.

Disons-le d'emblée, les deux délégations se sont séparées « avec de profondes

divergences ». Mais les Américains ont été écoutés cinq sur cinq, et en Chine, une réflexion a déjà commencé, au-delà des vociférations va-t-en-guerre, sur l'opportunité pour le pays de changer de politique.

Jin Keyu, fille du président de la **AiIB** (la nouvelle banque des routes de la soie) et professeur d'économie à la prestigieuse école LSE de Londres, écrit que cette liste paradoxalement pourrait aider le leadership chinois à imposer les réformes face auxquelles il achoppe depuis 20 ans sous l'opposition de ses lobbies. Citant le philosophe antique Mencius, elle rappelle que « en vivant sans souci, on accélère sa perte, tandis que l'adversité renforce et endure ». En attendant, rendez-vous est pris par Liu He et S. Mnuchin, voire peut-être par **D. Trump** et **Xi Jinping** en personne, pour le prochain round des négociations, qui s'avèrent déjà annonciatrice d'une époque nouvelle, et éloignent les perspectives d'affrontement.

# Petit Peuple : Mudanjiang (Heilongjiang) - Un amant téléphonique



Qu'il était douloureux, ce **divorce**... Pour **Wang Lanhua**, c'était la vie qui s'écroulait ! Après 25 ans de vie partagée, elle devait briser son couple. Elle n'avait pas le choix, son mari l'ayant si grossièrement trompée, lui faisant gober 1000 bobards au vu et au su de tout **Harbin** (Heilongjiang). Pour sauver la face devant son cercle d'amis, elle devait se séparer du traître. Mais en même temps, c'était l'homme de ses jours (plus que de ses nuits!) qui s'éloignait, ce triste jour de mars 2009. Elle devait lui rembourser la moitié de l'appartement, lui laisser la voiture... Surtout, à 49 ans, en un pays discriminant les femmes divorcées, elle devait faire une croix sur toute velléité de remariage !

Mais en femme combattive qu'elle était, elle était résolue à se battre. 20 ans de boulot au sein d'une florissante boîte d'informatique lui avaient fait mettre assez d'argent de côté pour pouvoir s'acheter un mignon, à coups de cadeaux chers et d'« *enve-loppes rouges* ». Avec l'argent, dit-on, on attelle même le diable à son moulin (有钱能使鬼推磨, yǒuqián nēngshǐguītuīmò).

Dès mai 2009 donc, Lanhua s'inscrivit sur **Fetion**, le site de rencontre très en vogue à l'époque chez les célibataires de tous âges. Elle se présenta comme femme « *séduisante et romantique, cherche sorties et + si affinité, pas sérieux s'abstenir* ».

Miracle, dès le lendemain, un certain **Zhang Junbo** lui disait son « *désir ardent de correspondre* ». À en croire la photo, c'était un jeune homme de 32 ans, fringant, nez aquilin très rare en Chine (sans doute du sang russe, pensa-t-elle), cheveux châains légèrement bouclés. En somme, une gueule d'amour, qui lui donna vite son numéro de portable. Lanhua ne croyait pas sa chance, de tomber sur ce beau mec de 17 ans plus

jeune. Elle serait donc « cougar », de ces femmes mûres qui prennent les jeunots à l'hameçon – la vie était belle !

Le premier appel fut long et langoureux. Il lui demanda de se raconter, ses emplois, ses goûts et ses attentes. Puis il décrit son enfance, lui expliqua sa vie à **Mudanjiang** (Heilongjiang) à 360km, tout en restant sibyllin sur sa vie présente... À mesure des minutes qui passaient, les cœurs avançaient, brûlant les étapes : quand son portable se tut par mort de la batterie, il lui avait déjà juré qu'elle était celle qu'il attendait depuis toujours. Subjuguée, elle était redevenue une jeune fille en fleur (bleue).

Elle attendit. Il ne rappela que 48 interminables heures plus tard. Mais là, cruelle surprise : il était incapable de la rappeler à toute heure, se trouvant retenu derrière les barreaux d'une **prison**, taulard ! Son téléphone portable, il le devait à un gardien compatissant, convaincu de son innocence. En 2002, il avait cruellement écopé de 11 ans pour « *coups et blessures involontaires* » - un jugement inique, alors qu'il n'avait fait qu'éborgner un voleur dans son dortoir, qu'il venait de surprendre à piller les économies des travailleurs. Il sortirait dans quatre ans, et si elle voulait encore de lui, il l'épouserait. De façon chevaleresque, il raccrocha, pour lui laisser le temps de réfléchir.

La réflexion de Lanhua fut brève - son choix était fait dès la première minute. Après tout, il n'y avait pas **crime** de sang, et puis, il avait tout avoué, c'était honorable. Le lendemain donc, elle le rappela pour lui communiquer sa flamme. En retour, il lui présenta la merveilleuse nouvelle : le chef du pénitencier, intime du juge, avait besoin d'argent pour des travaux urgents dans la prison. Junbo pouvait alors bénéficier d'une libération immédiate, 4 ans avant la date légale, moyennant la modique somme de 200.000 ¥. Pouvait-elle les payer ? Lui-même étant sans le sou. Si elle disait « oui », il sortait lundi et ils se mariaient à la fin du mois !

Le sang de Lanhua ne fit qu'un tour : quatre ans gagnés, pour 200.000 ¥, ça lui faisait un homme à 50.000 ¥ par an – une vraie affaire ! Immédiatement, elle manda la somme sur le compte prescrit,

celui d'un certain Ji à la Banque de l'Agriculture.

Mais à peine le montant parti, s'élevèrent les contretemps... Il faudrait d'abord payer l'avocat qui attendait son dû. Ce qu'elle fit. Le droit de timbre. Ce qu'elle fit. Le juge. Ce qu'elle fit. Et ainsi de suite... Les comptes changeaient chaque fois. Plus elle payait, plus Junbo se faisait doux et tendre—elle voyait gonfler son capital de gratitude et de sourires. Parfois bien sûr, le doute l'effleurait... Mais toujours, il savait la rassurer : les noces étaient au bout du tunnel, leur histoire, c'était du solide, et ses bras chauds l'attendaient.

Lanhua ne demandait qu'à le croire, rendue crédule par son inextinguible soif de tendresse, et aussi par son sens de la dignité qui lui interdisait d'envisager une vulgaire arnaque. Après tout, le scénario tenait debout. Impossible que tant de détails probants ne puissent être que du vent. Ainsi, elle fantasmait la moitié de chaque nuit, tantôt morte de peur, tantôt aux anges, un immense sourire crispé jusqu'aux oreilles !

Entre mai 2009 et janvier 2010, elle câbla 71 mandats à 19 comptes bancaires, d'une moyenne de 48.000 ¥, d'une fréquence moyenne d'une fois tous les huit jours. Sans jamais voir fut-ce l'ombre de l'amant putatif. Au total, elle versa 3,4 millions, s'endettant lourdement. Au dernier versement (120.000 ¥, pour « *frais de transfert de dossier* »), la panique finit par la gagner : « *mais comment un détenu peut-il avoir droit au téléphone portable tous les jours ?* ». Un doute affreux l'envahit : peut-être n'était-il pas prisonnier du tout ? Refusant d'entendre davantage ses explications fumeuses, elle sauta le 15 janvier dans le premier train pour Mudanjiang, puis prit le taxi pour la prison. Au parler, elle le vit pour la première fois, et fut soulagée de voir qu'il ne lui avait pas menti sur son état : son cher Junbo était bien incarcéré. Mais, lui avoua-t-il enfin, il n'était en fait pas du tout libérable en 2013, mais seulement en 2016 ; et pas du tout été condamné pour coups et blessures en 2002, mais pour kidnapping en 2003...

*Et encore, le pot aux roses attend encore d'être dévoilé... Attendez seulement la semaine prochaine .*

## Rendez-vous : Semaine du 7 au 13 mai 2018



10-12 mai, Pékin : NGV China, Salon international du gaz naturel et des équipements pour stations de stockage

10-12 mai, Shanghai : HORTIFLOREXPO, IPM China, Salon international des plantes et des fleurs

10-13 mai, Canton : MUSIC Guangzhou, Salon international des instruments de musique

9-12 mai, Shanghai : BAKERY China, Salon de la boulangerie et de la pâtisserie

10-12 mai, Chongqing : GBE – Green Building and Energy Exhibition, Salon international du bâtiment durable et de l'énergie en Chine



10-13 mai, Canton : SOUNDLIGHT Guangzhou, Salon international des technologies du son et de la lumière



2018  
CMB · Haidian

11-13 mai, Pékin (Haidian) : Concours mondial viticole de Bruxelles (CMB), pour la première fois hors d'Europe

11-13 mai, Yantai, Salon des équipements pour l'industrie manufacturière